

## ***Reviews section***

### ***Sciences sociales et coopération en Afrique: les rendez-vous manqués, sous la direction de Jean Pierre Jacob, 2000***

**Recensé par Julie Ndaya Tshiteku**

*Sciences sociales et coopération en Afrique: les rendez-vous manqués*, Jean Pierre Jacob (sous la direction de), Les nouveaux Cahiers de l'Institut universitaire d'Etudes de du Développement 10, Genève et Paris : Presses Universitaires de France, 2000.

Ce Cahier relève des constats divers au sujet de l'existence d'un rendez-vous manqué entre sciences sociales et coopération au développement de l'Afrique.

En partant des exemples pratiques des recherches bien documentées au sein des organisations du monde rural en Afrique sub Saharienne, les 15 contributions qu'il rassemble sont unanimes au sujet de l'existence du savoir en sciences sociales sur l'Afrique. C'est ce que Mahaman Tidjani démontre dans sa contribution: il y a depuis très longtemps une immense production du savoir sur l'Afrique, dans des différents domaines (relevés dans son article). Ce savoir est produit dans des différents sites (relevés dans son article) et est non seulement surtout produits par des chercheurs faisant carrière dans leur propre pays, mais il est aussi capitalisé par des institutions des pays riches, avec peu de possibilité et de si-

tuation de transfert vers les lieux où il a été produit. Par contre, en Afrique, les maisons d'éditions et de distribution brillent par leur absence. De plus les chercheurs africains n'ont pas d'autonomie scientifique. Ils ont également beaucoup de mal à faire des recherches où à faire connaître leurs travaux. Tout se passe dès lors comme si les pouvoirs africains étaient totalement démunies d'une pratique socio intellectuelle. L'absence des possibilités intellectuelles endogènes de production de savoirs devenant un grand facteur de blocage de l'évolution de la société africaine.

Et puis les auteurs dénoncent la non mobilisation des connaissances existantes en sciences sociales par les experts de la coopération au développement lorsqu'il s'agit de donner des recommandations ou des solutions au sujet des projets pour lesquels ils sont mandatés. L'article de David Naudet (31-55) par exemple, et dans un interview maman Sani Sanda (191-194) constituent une très bonne illustration à ce sujet. Lorsqu'ils abordent la problématique de la consultation des statistiques dans les projets de développement dans différents pays d'Afrique. Les auteurs sont bien conscients des conditions de travail très difficiles dans lesquelles opèrent les statisticiens pour accéder à l'information mais ils font tout de même remarquer que le doute qu'expriment au départ les experts en développement sur la non fiabilité des données statistiques n'est dans tous les cas qu'une précaution incantatoire. Ce doute disparaît souvent lors de la présentation des recommandations et des solutions considérées comme bonnes. En outre, comme soulignées par des différentes réflexions dans le livre, l'usage des connaissances sociales disponibles sur l'Afrique est médiocre. Il y a une surproduction de la connaissances et le savoir valable est celui qui est produit à partir du moment où un projet de développement conçu dans le pays riche veut réunir les moyens pour intervenir. Ce savoir appliqué n'a souvent pas de corrélation directe sur l'ensemble des recherches antérieures déjà produites dans ce même domaine. Il est lié directement aux perspectives de coopération au développement. Chaque politique de développement, conçu dans la logique des commanditaires qui sont les bailleurs de fonds, donne lieu à la production d'un savoir spécifique symbolisé par les termes de référence et les rapports d'expertise. C'est en fait la raison pour laquelle Laurent Monnier (p 201)

souligne, en donnant comme exemple la République Démocratique du Congo, tout l'intérêt d'une pratique de recherche empirique ethnologique africanisée, non perturbée a priori par les préoccupations 'développementalistes', dans la ligne des travaux de Benoît Verhagen peu après l'indépendance.

Mais si ce que je viens d'exposer de manière sommaire est la lecture prédominante qu'on pourrait faire sur les propos de ce cahier comme il apparaît dans le titre, j'aimerais pour ma part en proposer une lecture qui prend en considération les rapport des forces dans la coopération entre les pays riches et l'Afrique dont l'enjeu est le financement.

Très souvent, dans les actions de développement, les modalités financières sont un enjeu très importants. Elles précèdent toujours la maîtrise des informations sur la réalité sociale.

C'est ainsi que ce savoir n'est valable que si il cadre avec les critères de financement du bailleurs. Ceci a comme conséquence le monopole du développement des pays africains aux mains de pays riches : *ils sont sous développés et nous ne le sommes pas. Nous possédons ce qu'il faut pour les aider à devenir plus développés*, comme remarqué par Marie Rose Mercoiret (167) dans son commentaire sur l'article de Marilou Mathieu et la dépossession du contrôle des acteurs bénéficiaires des actions de développement sur le projet qui les concerne.

En fait, malgré la volonté affichée des agences de développement de promouvoir un auto développement, le système d'aide est hétéronome; il est gouverné par les lois externes, commandées de l'extérieur, dans un réseau de tutelle et de dépendance. La tendance générale est celle de considérer les pays en voie de développement comme des lieux où les besoins correspondent exactement aux ressources dont disposent les étrangers. Il y a en générale une obstination à ignorer la réalité et ce déni de la réalité est lié directement au fonctionnement et à l'idéologie du système de développement qui tente sans cesse de perpétuer l'image d'une Afrique, qui répond à un besoin nécessaire à l'imaginaire social occidentale sur ce continent. Cette domination permet de s'affranchir de la réalité africaine pour imposer les solutions que les bailleurs de fonds maîtrise ou qui les arrange. Le développement, devient, selon le constat

de C. Comeliau ( p171) l'expansion du système mondial productiviste, du modèle de développement qu'il diffuse et de ses conditions de réalisation.

Cette dépendance économique détourne aussi les acteurs africains à valoriser leur réalité, s'assignant à apprendre le discours de l'aide avant d'avoir le droit de parole, cherchant coûte que coûte à manier une phraséologie et des méthodologies de développement fabriquées ailleurs. C'est ce que Thomas Bierschenk et Roch Mongbo (217-223) montrent à partir du cas béninois, et aussi Patrick Freudiger (195-200).

Les solutions des problèmes de l'Afrique sont réalisées par les financeurs. Marilou Mathieu le démontre en parlant d'un projet au Mali au sujet des choix méthodologiques à l'exemple de la méthode MARP. Méthode considérée comme un outil de mobilisation de connaissance bien que des nombreuses réserves puissent être formulées sur la manière de l'utiliser. Malgré donc la volonté des organismes bailleurs de fonds, le développement est l'arène où les contraintes clientélistes, celle des expatriés tout autant que celles de l'intelligentsia locale associée officiellement ou officieusement au projet

La relation entre les commanditaires des projets et les différents acteurs (bureaux d'experts, gouvernement, bénéficiaires) est caractérisée par l'asymétrie qui mène à la dépossession du pouvoir de contrôle des acteurs sur les actions qui les concernent. Ce non contrôle des acteurs sur ce qu'on dit et ce qu'on fait pour eux joue un rôle essentiel dans l'opération consistant à faire d'un pays un problème de développement, résolu au moyen d'une aide qui est celle dont disposent les institutions d'aide au développement. Comme le souligne Philippe Lavigne Delville, les acteurs africains ne disposant pas du pouvoir de négociation n'ont ni la capacité d'élaborer de façon autonome des politiques, ni les moyens d'organiser un débat critique autour des politiques de développement. Il y a dans l'interaction les dominants et les subordonnés, ces derniers doivent absolument s'adapter aux normes qui leur sont faites et qui sont légitimées par le pouvoir du bailleur de fonds. Et puis ils ne peuvent pas refuser un financement qu'ils leur est accordé et dont ils ont besoin pour la survie financière. Ce qui aussi peut conduire à des impasses dramatiques, comme le détournement de la rente de développement au détriment de

l'élite, des gouvernements et des administrations (Mahaman Tidjani), aboutissant à une irresponsabilité généralisée (des bailleurs, des cadres locaux, et des experts) et la condamnation des projets à un échec ou dans des rares cas à une réussite partielle.

En outre, les organisations internationales peuvent alors avoir leurs propres objectifs mais qu'elles n'affichent pas. Comme soulevé par Mari-lou Mathieu les actions de développement ont souvent un double agenda. Les vrais intérêts des politiques de développement résident ailleurs que dans l'objectif présenté. Derrière l'aide peut se dissimuler par exemple le contrôle militaire de certaines zones d'influence, l'assujettissement des régimes politiques, la limitation du déploiement d'idéologies menaçantes, la maîtrise du prix des matières premières, la diminution de flux migratoire. Le manque de contrôle est le filigrane de tout discours de développer l'Afrique. Il n'y a en fait pas de jeu francs entre les deux camps.

Dés lors le terme développement n'est qu'un masque. Il ne s'agit pas de transformer la réalité, et comme le souligne l'analyse de Jean-Pierre Jacob (225). Tous ces mécanismes faisant du développement un produit venant d'ailleurs et un moyen du maintien de statu quo.

Ce livre donne des éclaircissements très utiles sur le dispositif de développement et montre que le développement est une transformation de la réalité décidée et maîtrisée ailleurs.

Ainsi, le défi qu'il lance aux Africains est de chercher impérativement non pas à attendre de recevoir, mais à développer un savoir approfondi et non dépendant des concepts qu'on leur impose de l'extérieur. A ces conditions là on pourrait introduire une rupture dans la coopération internationale et se poser les questions essentielles que suscitent le titre de cet ouvrage : qui a besoin de réussir un rendez-vous? Quel rendez-vous? Avec des connaissances produites par qui ?

